COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
15 octobre 2019
Paris, Cotravaux

Présent.es

Matina Deligianni	Bureau, présidente de Cotravaux	(Solidarités Jeunesses)
Stéphane Victorion	Bureau, membre	(CORAC – CJPCA))
Marco Paoli	Bureau, Trésorier	(Concordia)
Olivier Lenoir	Bureau, membre	(Union REMPART)
Nils Guyot	Cotravaux Nouvelle Aquitaine	(SJ - Sem&Vol)
Luc Lenormand	Cotravaux Ile de France	(SJ - Vir'Volt)
Marie-Christine Abiska	Jeunesse et Reconstruction	
Marion Seidenbinder	Etudes et Chantiers (ANEC)	

Fabrice Duffaud	Union REMPART, Délégué national chargé de l'international
Iryna Tomenko	Solidarités Jeunesses, Coordinatrice des chantiers
Anthony Crochu	Concordia, Coordinateur international

Excusés

Antoine Voisin	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Association RESTe !)

Équipe de Cotravaux :

Véronique Busson	mission Volontariats
Simon Demarest	mission Observo – communication
Jonas Jaccard	stagiaire
Françoise Doré	Déléguée Nationale

Documents diffusés : note sur le PLF 2020 /BOP 163, tableaux sur les échanges internationaux, actus Service National Universel.

Tour de table des personnes présentes

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Adopté

2. ADOPTION DE COMPTES RENDUS

- CA du 6 mai 2019 : adopté
- CA du 21 juin 2019 : adopté

3. CALENDRIER 2019 - 2020

La date de la prochaine plénière a été décalée du 9 décembre au 2/12 en raison du préavis de grève.

Dates fixées pour 2020 :

- Mars : plénière (en région) **mardi 17 – mercredi 18 mars 2020**
- Mai : conseil d'administration **12 mai 2020** (journée)
- Juin : assemblée générale **jeudi 18 juin** (journée)

4. ACTUALITÉS

4.1 Actualités extérieures

◆ **Présentation du Projet de Loi de Finances 2020 – BOP 163 : Programme Jeunesse, vie associative**
cf. note en annexe.

L'augmentation générale du budget (663 M€ en 2020 contre 614M€ en 2019) est liée significativement à 2 actions :

- + 8 M€ pour le Compte Engagement Citoyen (CEC)
- Apparition d'une nouvelle action dotée de 30M€ : le service national universel

3M€ de plus pour la création de plus d e450 postes FONJEP.
Pas de retour encore sur l'utilisation en 2019 des fonds attribués au CEC ; celui-ci a fait l'objet d'une plus large info sur les procédures déclaratives qu'en 2018 ; pas d'info non plus pour savoir si les jeunes en service civique en 2017 – 2018 ont eu leur compte abondé automatiquement.

Malheureusement, les autres sous-actions par lesquelles les associations sont soutenues plus directement baissent de **-0,36%** (FDVA, soutiens nationaux) ou de **> - 20%** pour les actions locales et politiques éducatives.

☞**FDVA « fonctionnement et actions innovantes »**
La dotation de 25 M€ est stable, mais insuffisante au vu des dossiers déposés et du fait que l'ex réserve parlementaire était supérieure à 50M€ par an. Constat aussi que chaque Direction Départementale a traduit les orientations à sa façon. Pas de réelle transparence partout sur les dossiers retenus.
Cotravaux Ile de France a déposé un dossier en 2018, 2019 : pas retenus.
Cotravaux Auvergne Rhône-Alpes a déposé un dossier en 2018 (retenu) et sans doute en 2019.
Demander à la plénière aux autres régions si elles ont déposé des dossiers et eu des financements.

☞**CPO / CAO** : Une enquête du CNAJEP a été lancée auprès des associations : elle confirmerait la tendance à restreindre les CAO (voire à les supprimer pour quelques associations) et des baisses sur les CPO. La DJEPVA avait annoncé son souhait de soutenir de nouvelles associations qui ont des démarches innovantes d'éducation populaire ... ce qui se traduit avec des crédits stables ou en baisse par une redistribution.
Les postes Fonjep sont globalement maintenus mais des associations comme les FRANCAS ont perdu des postes nationaux qui étaient déconcentrés en région.[1]
Jeunesse et Reconstruction signale que sa demande de CAO est toujours en attente.

☞ **Service civique** : beaucoup d'associations se voient brider dans leur possibilité de recruter sur les derniers mois 2019. Pourquoi restreindre si le nombre de 150.000 jeunes visés n'est pas atteint ?
La gestion de l'Agence du SC semble toujours désordonnée et peu transparente sur les arbitrages effectués.
Ex : Rempart a demandé que 5 contrats soient débloqués, sans augmenter le nombre de mois, puisque l'association disposait pour la fin 2019 de 2 contrats à consommer, de 60 mois en autorisation d'engagement et 51 mois en autorisation de consommation : sans succès.
Dans le même temps, Solidarités Jeunesses a pu signer un amendement pour 22 postes supplémentaires pour son projets avec des réfugiés pour des missions en France et à l'étranger.

La hausse prévue en 2020 sera-t-elle suffisante pour pallier ces stops and go ?

Le Mouvement Associatif axe fortement son plaidoyer de soutien à la vie associative sur les bénévoles (plaide pour une hausse du FDVA à 100M€) et s'exprime peu sur le soutien aux associations et à leur besoin d'avoir aussi des équipes permanentes. Cette année, le Mouvement Associatif a créé une plateforme qui permet d'interpeller tel ou tel parlementaire ; un message standard est déjà rédigé (FDVA, emplois d'utilité citoyenne, montée en charge service civique, régime fiscal du mécénat) mais il peut être adapté.

[1] victimes d'une redistribution régionale par les DRJSCS pour « faire tourner » les postes.

A nous de nous emparer de l'outil et d'exprimer nos préoccupations !
Cotravaux préparera un texte pour le réseau sur les 3 premières actions du BOP avec incitation à interpeller les parlementaires que les associations connaissent.

Le courrier d'interpellation préparé par UnisCité pour la montée en charge du SC est proposé à la signature d'autres associations : au vu de son contenu, Cotravaux et ses associations ne seront pas signataires.

◆ FEJ APRURAL

La CORAC et Cotravaux Nouvelle Aquitaine s'intéressent à l'appel à projet **APRURAL** qui a été lancé par le Fond d'Expérimentation Jeunesse (FEJ). Il a pour objectif d'expérimenter des dispositifs innovants au bénéfice des jeunes en milieu rural. Beaucoup d'associations du réseau travaillent en milieu rural. L'un des axes peut les concerner : « Favoriser la mobilité et la socialisation des jeunes ruraux », voire celui pour « Favoriser la revitalisation des espaces ruraux par la création d'activités sociales et économiques pour et par les jeunes ».

Les pistes évoquées par PACA et Nouvelle-Aquitaine seraient de mobiliser des jeunes de ces territoires et les amener ensuite vers des actions ponctuelles de chantier ; d'aller vers les lieux où se trouvent les « invisibles » en y associant des volontaires internationaux long terme.

Concordia et Solidarités Jeunesses s'intéressent aussi à cet appel.

Remarques du CA :

- Il faut apporter des preuves de cofinancements dès le dépôt du projet ;
- La question des moyens humains des associations régionales se pose pou le suivi ; penser à la démarche obligatoire d'évaluation ;
- Le FEJ rend possible d'expérimenter sur un territoire donné et non partout. Il faut donc penser à justifier le choix des 2 régions : des ruralités différentes ou des profils de jeunes différents ? quelle sera la valeur ajoutée ? etc.

➔ Tenir Cotravaux national informé du dépôt de ce dossier.

La Présidente de Chemins d'avenir, Salomé Berlioux, a été chargée par le gouvernement d'une mission pour réfléchir aux obstacles rencontrés par les jeunes qui habitent loin des villes.

Le CA pense qu'il serait bien de la rencontrer car nous avons des expériences pour accompagner des jeunes, nous savons que ces jeunes vivent dans des contextes ruraux très différents et qu'il serait illusoire de plaquer un modèle.

◆ Service National Universel

2000 jeunes de 13 départements ont effectué leur séjour de cohésion sociale en juin (NB : il s'agit bien de mineurs de 16 à 18 ans). L'aspect militaire a été souligné dans plusieurs vidéos qui ont circulé, mais les temps en ateliers n'ont pas été montrés alors qu'ils le sont moins.
L'équipe de préfiguration reconnait que la réussite de cette première session a été due au surinvestissement de tous : encadrants, responsables des centres, etc. il faudra travailler autrement pour viser 10 fois plus de jeunes en 2020 puisque l'objectif est viser tous les départements en mobilisant 200 jeunes / département, avec moins de mobilité sans doute qu'en 2019.
D'où la volonté d'associer plus les associations.

La 2ème phase du SNU doit maintenant s'effectuer en 2019 - 2020 : mission d'intérêt général de 84 heures min. ou pendant 12 jours ; plutôt prévue dans le département où le jeune réside. Le défi des directions départementales est maintenant de trouver les missions (MIG !). En Occitanie par exemple, Corinne Lenain a contacté des associations pour avoir la liste des chantiers dans la région.
Quels moyens financiers mobilisés pour cette 2ème phase ? Peu. [2]

[2] La somme de 100€ n'a pas été vraiment confirmée.

Discussion :

- Missions d'Intérêt Général :
  - o des mots interpellent comme le terme "affectation" par les préfets. De fait, ce seront les Directions départementales qui le feront.
  - o La mobilité internationale a été évoquée pour les projets autonomes, accompagné par un réseau (Juniors associations, UnisCité, réseau IJ.). Autonomes aussi sans doute dans le financement.
  - REMPART est partant pour accueillir des jeunes sur des chantiers pendant la phase 2, mais aussi pour parler du patrimoine et du chantier dans l'un des modules du séjour de cohésion. Ce serait l'occasion de montrer par nos projets autre chose que la vision unique de la défense de la nation et des valeurs de la République.

Cotravaux est chargé de rencontrer l'équipe de préfiguration afin de recueillir des informations pratiques sur les missions, les procédures de validation des missions, de prises en charge de coûts.
Ceci sans engagement des membres du réseau.

4.2. Actualités du réseau

◆ **Enquête Anciens Volontaires** : présentation par Jonas du travail en cours pour analyser les 434 questionnaires retournés par les volontaires de 7 associations.
NB : Jonas est présent jusqu'à fin février et nous devrons produire d'ici là les résultats.
L'analyse porte sur le parcours personnel, social, associatif et professionnel. L'analyse se fait aussi par association afin que chacune se donne des pistes de travail possibles.

L'exploitation des questionnaires sera complétée par quelques entretiens pour creuser des problématiques, i.e. :

- l'entrée professionnelle : intégration dans le monde du travail ?recherche de valeurs ? de modes spécifiques de travail ? ...
- la mobilité : manière d'interagir avec le monde ?
- l'engagement citoyen : les implications persistent-elles après le volontariat ? etc.

Croisement avec d'autres études pour avoir des repères sur des chiffres clés.

Question : quelle continuité de cette enquête ? Pas forcément immédiate.

- Les réponses ont été plus nombreuses dans les années récentes qu'antérieures. il faut donc laisser le temps de former un « focus group ».
- Par ailleurs, la formulation de quelques questions est à revoir et certaine manquent.
- se pose aussi la question des moyens financiers.

Communication :
Une lettre d'Observo pourrait être faite sur cette enquête quand elle aura avancé.

◆ **Actualités des associations**

1) Financements : CAO / CPO / FDVA / FONJEP

• **Jeunesse et Reconstruction** : CAO en attente de réponse. FDVA – formations : 5 600€ au national (ajustement au % des bénévoles), 2 400€ en Occitanie, 1 400€ en Auvergne Rhône-Alpes. Pas de demande FDVA2

• **REMPART** : CPO stable à (50.000€). Les avenants ajoutés en CAO en 2017 et 2018 n'ont pas été intégrés et pas sûr qu'il y ait une CAO car celle-ci est réservée à de nouvelles formes d'éducation populaire. FDVA plus ou moins stable (~34.000€).

• **Cotravaux Ile de France :** a eu FDVA pour la formation, mais le dossier FDVA2 n'a pas été retenu.

• **Cotravaux Nouvelle Aquitaine** : a eu un financement pour la formation (~2.000€) ; pas de dépôt pour le FDVA2.

- **CORAC :** dossier de formation en 2 temps (+/- 1.600€). Elle sert à l'étude des projets.
- **SCI :** refus de la DJEPVA pour une CAO (L'association n'avait pas déposé de demande en 2018).
- **SJ :** baisse de CPO (-4% = -1.000€). 1 FONJEP réintégré dans la CPO. Le FDVA – formation des bénévoles est passé de 26.000€ à 31.000€. Apparemment pas de baisse dans le réseau SJ. Pas de demande au FDVA2.
- **CONCORDIA :** maintien de la CPO (38.000€. Elle avait été augmentée [+8000€] auparavant pour inclure des avenants). 2 Fonjep en +. FDVA formation en hausse au national (40.950€) et pour les délégations.
- **COTRAVAUX National :** la CPO a été renouvelée avec une baisse de 5000€ par rapport à la précédente. Les 3 postes FONJEP sont maintenus. Tous les projets de formation de bénévoles sont retenus mais avec des durées abaissées (FDVA = 5600€).

2) Saison des chantiers

➢ **Jeunesse et Reconstruction** : rien de particulier.

34 chantiers dont 1 avec des ados. Baisse des chantiers dans la région Auvergne-Rhône Alpes et hausse en Occitanie. 1 chantier annulé par le manque de participants. Globalement, les chantiers n'ont pas été très bien remplis. Côté de l'association, il faut améliorer l'information sur les projets : donner du sens, sans faire rêver, car si le descriptif ne correspond pas bien à la réalité, nous créons des insatisfactions.

Hausse des demandes d'animateurs, mais parfois sans suites données à un engagement.
Le développement de projets européens qui permet une prise en charge des coûts bouscule l'économie de nos actions.

➢ **Solidarités Jeunesses :** accident mortel en Franche Comté pendant un chantier avec des adolescents. Noyade d'un jeune migrant. Une cellule psychologique a été mise en place pour le groupe et l'équipe du centre de Beaumotte. L'enquête est en cours pour homicide involontaire ; elle recherchera les responsabilités (la baignade était surveillée). Cela prendra du temps. Pour l'instant il n'y a pas de motif d'accusation. Crainte de la région Bourgogne Franche Comté d'être mise en cause, du fait d'autres accidents pendant l'été.

Un peu moins de chantiers en 2019, notamment en PACA où il y a eu des baisses de financements.
Plus de chantiers ados par rapport à l'année précédente, moins de chantiers adultes : 25 chantiers ados et 50 chantiers adultes. Les chantiers semblent avoir été bien remplis.

Quelques projets collectifs en Corps Européen de Solidarité. Retours positifs des régions, mais mitigé pour le secrétariat national qui a supporté la charge administrative des projets.

➢ **CONCORDIA :**

Mêmes remarques que SJ sur les 7 projets en CES. Le national dit : « plus jamais ça ». Environ 26 chantiers avec des mineurs sur 110 réalisés. En a redéposé
Recrutement d'animateurs compliqué. Développement de projets européens pour palier à la baisse des financements des chantiers.

➢ **REMPART**

225 chantiers adultes / 17 chantiers ados / 74 sessions étranger.
Mise en place d'une nouvelle plateforme d'inscriptions avec un paiement en ligne.
Environ +8% d'inscriptions au national ; en attente des retours des inscriptions locales.
Remarques :
- Cette hausse est un « trompe l'œil » car elle concerne moins les inscriptions individuelles que celles de groupes.
- La durée des séjours a raccourci : 28% font moins de 8 jours, 27% ont 2 semaines.

➢ **Cotravaux Nouvelle-Aquitaine :** s'interroge sur l'intérêt de la rencontre interchantiers qui est organisée en été. ➔ Profiter de la plénière en décembre pour en discuter.

THÉMATIQUE
L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Nous sommes partis du constat qu'année après année les chiffres consolidés des accueils en France, comme des envois à l'étranger ont diminué.

Une note a été diffusée sur 10 ans d'évolution des accueils en France et des envois à l'étranger sur les actions à court terme, soit moins de 2 mois. Évolutions par association.
Lecture des tableaux des accueils et des envois par pays / continent.
Les tableaux incluent des données sur les profils des bénévoles et volontaires : français / étrangers / adultes – ados, proportion des jeunes suivis par des structures socio-éducatives (en accueils seulement).
Un document annexe a repris les données consolidées de 2004 à 2015 (15 ans).

Remarques sur les données :

- Depuis quelques années, les volontariats de moins de 2 mois se sont développés. Ils sont désormais intégrés dans les statistiques de Cotravaux aux actions de court terme (chantiers de différentes durées) ;
- Les groupes ne peuvent pas être distingués dans les totaux : or certaines associations ont pu développer – ou développent – des projets de groupes. Certains les ont arrêté (SCI). Malheureusement, leur proportion ne se voit pas.
- Faudrait-il classer les pays par valeurs absolues ?

La situation de certains pays explique les variations : contextes politiques (Turquie, Ukraine, ...) ; disparition des partenaires (i.e. en Croatie, Tunisie) ; baisse du nombre de chantiers dans un pays (i.e. en Allemagne, où les partenaires ont programmé 30 chantiers en moins, faute d'inscriptions suffisantes ;

- Il manque quelques infos pour expliquer des variations ponctuelles.

Il faudra solliciter les associations pour qu'elles commentent les tableaux et donnent des informations complémentaires sur les variations avec un pays : projets bilatéraux ou spécifiques menés une année.

Par ces analyses, nous cherchons à comprendre les tendances et savoir ce qui peut influencer les variations des échanges (i.e. : pourquoi une hausse en Finlande ?) ; et sur quoi nous pouvons influer pour freiner les baisses.

Compléter les tableaux ?

- Pondérer le nombre d'envois par pays par le nombre total de projets
- En revanche, impossible de séparer le nombre des adultes et ados selon les pays d'origine.
- regarder le % des jeunes en rapport à la démographie des pays.

Nos constats de baisse des échanges sont partagés entre les partenaires de l'Alliance.

- Certains pays ont une stabilité dans les échanges : Espagne, Italie. Y va-t-on pour une thématique, pour le projet général ?
- L'Estonie a beaucoup de chantiers, notamment avec des mineurs et leurs chantiers sont vite complets.
- On voit un pic en 2015 – 2016 pour les envois (hausse des échanges à JR)
- Maroc : la réciprocité est difficile car les marocains ont des difficultés à obtenir les visas pour venir en France. Les associations marocaines en sont frustrées. Envois au Maroc : de moins en moins : pourquoi partir en chantier quand il est si facile d'aller au Maroc pour un week-end ! Les échanges avec ce pays se sont effondrés (passant de 132 envois en 2011 à 30 en 2018). Par ailleurs, l'organisation des chantiers sur place ne correspond plus aux attentes.
- Certains facteurs peuvent s'entrecroiser : la baisse du nombre de demandes (adultes) pour participer à des chantiers et des propositions de chantier qui baissent > **C'est un cercle vicieux**

Mettre en avant les thématiques dans les statistiques des envois ?

Moins de chantiers car moins de volontaires ?
Ou moins de volontaires car moins de chantiers ?

- Les demandes individuelles prendraient le pas sur la recherche d'échanges plus collectifs ?
- Aujourd'hui, il est plus facile de voyager seul : DONC, pourquoi passer par une association ?
- Les descriptifs des chantiers ne sont pas toujours bons. Les associations ont glissé vers des descriptifs plutôt « touristiques », ou de loisirs, qui ne donnent pas le **sens de l'action, son utilité**. Il faudrait parler autrement des projets. Jusqu'où doit-on aller dans la présentation des projets : chantiers seulement ? dire les actions qui leur sont liées, mais périphériques ? est-ce une spécificité française ? > non, elle est partagée par d'autres pays.
- Par ailleurs, le choix de ne pas traduire les textes en anglais limite peut-être la possibilité de cerner le cœur de l'action.
- Nous ne sommes plus les seuls à faire de l'interculturel.

Durée des chantiers

Au moment de l'inscription, les bénévoles font des choix selon l'âge (adulte – ados), leur disponibilité (dates), le pays. Mais encore :

- La durée des chantiers impacte-t-elle la motivation ?
- Ou est-ce la disponibilité ?
- Ou les coûts en rapport avec la durée ?

En France, les chantiers de 15 jours se remplissent plus vite que ceux de 3 semaines. Les jeunes ont-ils peur de s'ennuyer ? de ne plus rien apprendre ?

> La durée de l'action a-t-elle un effet sur la motivation ?
>
> Comment connaître les motivations des bénévoles venant de l'étranger ?

Modalités d'inscriptions

Les modes d'inscriptions en ligne sont maintenant généralisés : permettent-ils aux bénévoles d'avoir la même vision générale des actions, d'être guidé vers des projets, ou de faire du « sur-mesure » ?
Les bénévoles continuent d'appeler, d'envoyer un mél pour une recherche particulière. C'est **avant l'inscription que tout se joue** avec la connaissance du pourquoi faire un chantier, à quoi sert-il ?

Qualité des projets :

Aujourd'hui, les préoccupations écologiques prennent le devant : aussi nous pouvons nous de l'impact carbone des déplacements : qu'en est-il des voyages en avion ? d'un.e Français.e allant faire un chantier de 15 jours en Asie ?

- Le choix sera-t-il de partir plus longtemps … pour apprendre plus aussi ?
- Ou peu importe la durée, car les chiffres montrent l'intérêt pour ce continent.
- Être vigilant à la qualité des accueils (hospitalité, accueils aux aéroports si besoin, …). Il y a un lien à faire entre la qualité pour accueillir et celle pour envoyer vers d'autres partenaires.

Les aspects financiers sont à prendre en compte :il faut expliquer le rôle des plateformes, réseaux et mettre en valeur le travail d'accompagnement.

> **Tableaux à réaliser sur l'année 2018 pour la plénière (décembre)**
>
> En France :
> - Nombre d'accueils réalisés par rapport aux places proposées
> - Nombre d'accueils réalisés par thème
> - Les accueils ados et adultes
> - Les accueils selon les périodes / leur durée (de1 jour à < 2 mois)

Pour les accueils en France : quelle est la motivation pour les bénévoles qui viennent : les jeunes sont super mobilisés sur les changements climatiques ? Ceci est à relativiser car d'autres problématiques ont émergé.
➔L'essentiel est le changement !

Dans les enquêtes faites par les associations, une des motivations est avant tout la recherche de lien social, des rencontres avec d'autres.

> Le Corps Européen de Solidarité va s'élargir aux volontariats humanitaires dans les pays tiers (EU Aids). Y aura-il des effets sur les évolutions de nos échanges ?

« Plus-value » / « valeur ajoutée » : pourquoi faire une action avec les associations : est-ce un besoin d'encadrement, de soutien ?

Comment peut-on savoir pourquoi le chantier n'a pas été choisi ?
....

- Les associations ont un **rôle d'appui**, de sensibilisation des bénévoles. Elles doivent l'assurer.
- Il nous faut **influencer** (communication), nous **affirmer** (à l'instar de la Corée où la communication de l'association portait sur le « challenge » de participer à des actions. Parler de l'intérêt général, de la redistribution des richesses … plutôt que se mettre en concurrence avec le volontourisme !
- Se dire qu'il y a des objectifs communs avec nos partenaires européens et internationaux.
- Montrer les succès, les projets accomplis et bien réussis.

En conclusion :

- il est rappelé l'importance de bien remplir les questionnaires d'Observo. C'est ce qui permet d'aller plus loin dans des analyses.
- proposition que le groupe Relations Internationales continue le travail : à la fois sur le sens des actions, la manière de les mener, etc., et sur l'interaction entre les chantiers et d'autres programmes (CES), sur les formes de chantier : chantier de groupes, d'individuels ; les durées ;etc.
- Vigilance : Les travaux menés en commun ne doivent pas affadir la diversité des associations.

Thème retenu pour la plénière en décembre :

- Quelles modalités sont mises en œuvre dans les régions pour montrer le sens des projets, pour assurer la qualité des actions ?
- Les chantiers réalisés sont-ils à la hauteur des enjeux dans les territoires ?
- Les manières de faire des partenaires impactent-elles les fondamentaux que nous visons

Question subsidiaire à faire à partir de nos données ?

Est ce que les personnes vivant près de lieux de chantiers deviennent plus facilement bénévoles ?
Y a-t-il une corrélation entre les lieux où se trouvent les chantiers et le lieu de résidence des bénévoles qui partent faire un chantier ailleurs?

PROJET DE LOI DE FINANCES 2020

Le débat sur la loi de finances vient de démarrer.
L'audition du CNAJEP avec la député Sarah El Haïry, rapporteure spéciale de la commission des finances sur la mission *Sport, jeunesse et vie associative*, a été reportée le 7/10 à une date ultérieure.

Les grandes lignes du BOP 163

Nouveautés :

- En 2020 de 3 actions, nous **passons à 4 actions** car le SNU est là : +30 millions
- Bond en avant du Compte d'engagement Citoyen : + 8 millions
- 453 postes de + en FONJEP = + 3,2 millions

Tout le reste est stable // année 2019

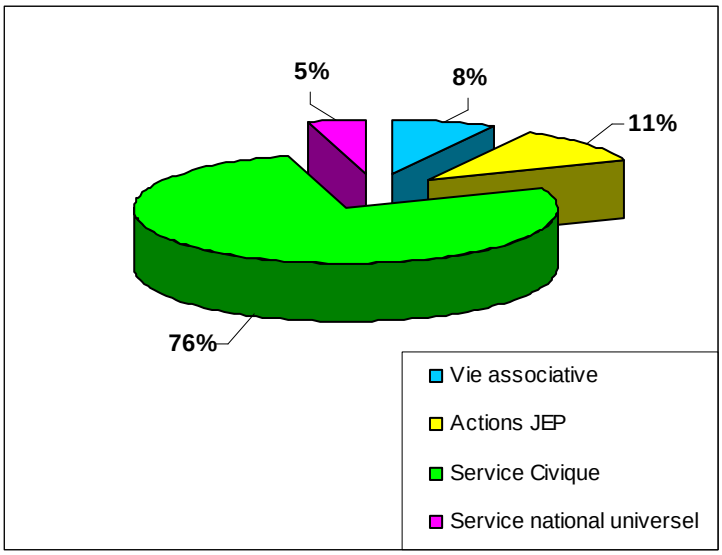
- Baisses de -0.36% sur plusieurs lignes dont Soutien aux associations, FDVA formations, DDVA
- Baisses > 20% pour les politiques éducatives et le soutien aux actions locales.

Mais tout va bien puisqu'en introduction au BOP 163, Jean-Benoît Dujol écrit :

> « Les associations occupent une place essentielle dans la vie collective de la Nation et le fonctionnement de notre modèle de société. Ce secteur est à fois un ferment de cohésion sociale et un acteur économique majeur. Les travaux conduits ces dernières années ont permis de poser des principes fondamentaux régissant les relations pouvoirs publics – associations dans le sens d'un partenariat équilibré, respectant l'initiative et l'autonomie associative ».

Dans les explications qui détaillent les actions, celle du soutien aux associations nationales souligne :

> « Soutien à un secteur déterminant de la société civile. Leurs relations avec l'État doivent concilier leur autonomie et leur force d'innovation avec les grandes orientations de la politique ministérielle ».



Intitulé de l'action du BOP	Sous-actions du BOP 163 jeunesse et vie associative	Explications	PLF 2016	PLF 2017	PLF 2018	PLF 2019	PLF 2020
01 développement de la vie associative	Centres de ressources et d'informations des bénévoles	soutien à 161 centres en 2019 (sur 179 ?)	1 248 706	1 186 270	1 186 270	1 186 270	1 181 994
	Formation des bénévoles (CDVA /FDVA)	est passé de 6000 projets par an à 9500 en 2018	9 632 474	8 150 851	8 150 851	8 150 851	8 121 472
	Nouveauté 2019 : Fonctionnement et actions innovantes = reconditionnement des dotations parlementaires qui étaient extrabudgétaires					**25 000 000**	**25 000 000**
	DDVA	équivaut à 3.000€/ DDVA	273 893	260 198	260 198	260 198	259 260
	Soutien aux associations nationales JEP : NB : avant 2016, subv. étaient mise dans l'action 2	CPO et CAO - associations agrées JEP	7 942 369	7 245 251	7 245 251	7 245 251	7 219 136
	subventions aux fédérations nationales et régionales sur projets vie associative	16 structures en 2019	384 412	665 191	665 191	665 191	662 793
	Nouveauté 2018 : compte d'engagement citoyen				**5 798 167**	**3 010 599**	**11 499 747**
	Sous-total - Action 1		**19 481 854**	**17 507 761**	**23 305 928**	**45 518 360**	**53 944 402**
	Sous-total réalisé =report des crédits extra budgétaires (dotations parlementaires jusqu'à 2018)		**45 581 818**	**42 220 614**	**48 305 928**		
02 actions en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire	**Fonctionnement administration pour soutien logistique qui inclut:**		**1 278 429**	**803 669**	**1 303 669**	**1 409 382**	**1 298 970**
	soutien logistique aux activités de jeunesse	diverses dépenses administration centrale : comm, abonnts, rbts dépl assoc aux instances, colloques	356 349	338 533	338 533	338 533	337 313
	INJEP (avant 2016 avec Agence Europe/Erasmus)	Etudes, observations	489 617	465 136	965 136	965 136	961 657
	PEJA, Erasmus+ jeunesse					105 713	
	certification/ VAE	organisation des examens et certifs pour BASE, BAPAAT, BPJEPS, DEFA	432 463				
	CIDJ		**2 297 766**	**2 182 877**	**2 182 877**	**2 182 877**	**2 175 009**
	CRIJ, CIJ, PIJ…	1300 points d'accueil + la boussole des jeunes	**4 054 954**	**4 152 206**	**4 152 206**	**4 152 206**	**4 137 240**
	FONJEP	Fonctionnement et > 3500 postes 2016 transfert du BOP 177	**30 732 720**	**31 432 720**	**31 432 720**	**31 432 720**	**34 677 285**
	soutien aux actions locales	politiques mises en œuvre au niveau régional et départemental - PEDT rythmes éducatifs / +50% projets en milieu urbain / Subv assoc. locales en 2014, 2015 incluent l'aide à 2 CRIJ	**13 346 710**	**12 904 375**	**12 904 375**	**12 904 375**	**10 000 000**
	Echanges internationaux (OFAJ, OFQJ, CONFEJES..)	**Répartis :**	**13 883 251**	**13 883 251**	**13 883 251**	**15 618 060**	**15 982 870**
		OFAJ	11 553 200	11 553 200	11 553 200	13 503 200	13 503 200
		OPQJ	1 964 860	1 964 860	1 964 860	2 114 860	2 114 860
		CONFEJES		259 478	259 478	259 478	259 478
		Rbt frais animation des programmes europées par services déconcentrés	259 478				105 332
	soutien aux Métiers de l'animation (parcours Animation sports, Bourses BAFA,…)		**1 000 000**	**1 360 840**	**1 360 840**	**1 360 840**	**1 355 935**
	Nouveauté 2016 : Loisirs éducatifs des jeunes en provenance du CIEC	**développement d'une offre de loisirs éducatifs-** "colos nouvelle génération"	**3 360 000**	**2 492 000**	**2 492 000**	**2 492 000**	**1 983 018**
	protection des jeunes						
	Sous-total - Action 2		**69 953 830**	**69 211 938**	**69 711 938**	**71 552 460**	**71 610 327**
	Sous-total réalisé			**70 092 446**			
03 Actions particulières en direction de la jeunesse	**service civique**						
	Sous-total - action 3		**301 629 368**	**390 000 000**	**447 639 627**	**497 000 000**	**508 150 735**
	Sous-total réalisé			**385 020 000**			
			prévision de 110.000 vols		prévision de 150.000 vols	prévision de 150.000 vols	prévision de 145.000 vols
04 Service National Unniversel	**Nouveauté 2020**						**30 000 000**
TOTAL BOP 163			**391 065 052**	**476 719 699**	**540 657 493**	**614 070 820**	**663 705 464**
BOP Réalisé				**497 333 060**			

Codes couleur du tableau:

- les cellules vertes mettent en évidence l'apparition des nouveaux items des dernières années ;
- les cellules jaunes peuvent être considérées comme des soutiens plus directs aux têtes de réseau & associations régionales, locales.